

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1507

Rubrik: Politique fédérale

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A quoi sert le PSS?

Depuis trois ou quatre ans, le Parti socialiste suisse (PSS) n'a brillé ni par la force de ses propositions, ni par la clarté de son discours.

Cette éclipse s'explique par une conjonction de facteurs défavorables.

Or sous la férule de l'UDC, les partis bourgeois ont profité de cette faiblesse pour déplacer sur la droite le centre de gravité de la politique fédérale.

L'offensive bourgeoise est aussi vaste que le champ politique. En matière d'AVS, de LAMal et de LPP, on assiste à un festival de propositions de réduction des prestations. En matière fiscale, seule l'irruption du dossier Swissair a pu, temporairement, freiner l'adoption d'un paquet qui aurait essentiellement profité aux plus aisés.

Malgré une situation conjoncturelle plus qu'incertaine, Kaspar Villiger entend présenter un budget bénéficiaire pour 2003. Pour ce faire, il n'hésite pas à se poser en victime d'un frein à l'endettement qu'il a lui-même inventé. On

en vient à se demander si la vision du rôle de l'État qu'a le Conseil fédéral ne se réduit pas uniquement à l'absence de déficit budgétaire. En tous cas, la justice sociale, la cohésion nationale et l'intérêt général ne paraissent pas tarabuster outre mesure le gouvernement comme l'illustrent hélas les récentes décisions sur les primes d'assurance maladie, l'affaire des casinos ou encore la lutte contre le tabagisme.

Dans la même veine, le passage parlementaire de la nouvelle péréquation financière laisse craindre le pire: l'exercice ne risque-t-il pas d'avoir pour

effet principal le report sur les cantons de tâches utiles que ces derniers renonceront à assumer faute de moyens?

Enfin, grâce au ralentissement conjoncturel, les bourgeois disposent du prétexte espéré pour se rétracter sur l'assurance maternité, le soutien à l'accueil de la petite enfance ou l'augmentation du soutien à la formation et à la recherche. On notera au passage que ce sont autant de projets chers à la gauche, mais qui avaient surtout redémarré sous l'impulsion d'un patronat à la fois intéressé et, temporairement, éclairé.

Reste à trouver un équilibre adéquat entre ouvriérisme poussièreux et blairisme fausement moderne

Un discours clair

Face à cette vague réactionnaire, le PSS ne fait pour l'instant pas le poids. Pour regagner le terrain perdu, notamment en termes électoraux, on attend un discours courageux sur les valeurs. Dans le registre qui est le sien et avec le succès que l'on sait, Blocher a compris depuis fort longtemps l'importance des valeurs pour toucher les cœurs. Il n'y a pas de raison que la gauche n'y parvienne pas. Les Suissesses et les Suisses ont un sens civique développé et ne seraient pas insensibles à un discours clair et contemporain sur les mérites de la solidarité et de l'action

collective. Il y a assurément un vivier électoral modéré qui ne se reconnaît plus du tout dans la dérive néolibérale des partis bourgeois: attaché à la qualité des services publics et à l'équité, il se méfie d'une privatisation à outrance, tout en restant non sans raison allergique à la «collectivisation des moyens de production». Reste à trouver un équilibre adéquat entre ouvriérisme poussièreux et blairisme fausement moderne.

La force des valeurs

Sur l'échiquier politique, le PSS est le seul à pouvoir donner le poids voulu à un tel discours. C'est donc à lui de rappeler que la force d'un pays se mesure à la place qu'il réserve aux plus faibles. Que l'égoïsme n'est pas une vertu. Que les impôts ne sont pas un fléau, mais la base de l'action collective et de la redistribution. Que l'école doit assurer l'égalité des chances. Que la formation et la recherche scientifique profitent à tous. Que le pays ne se réduit pas à la City de Zurich. Que l'intérêt des banques n'est pas celui de la population en général.

Les occasions sont à saisir

Dans cette perspective, l'agenda politique jusqu'aux élections fédérales de 2003 offre de nombreuses occasions à saisir. On mentionnera en vrac le

débat sur les assurances sociales et la nouvelle péréquation financière, l'initiative socialiste sur le financement solidaire de l'assurance maladie, le message cadre 2004-2007 sur la recherche et la formation, le débat sur la Loi sur le marché de l'électricité (LME) et l'élaboration du budget 2003. Pour mieux faire passer le message, le PSS peut s'appuyer sur le caractère outrancier des propositions de la droite et faire fructifier une pédagogie de l'exemple.

Pour y parvenir, le PSS peut sans vergogne profiter du fait qu'il est de facto rejeté dans l'opposition, sans avoir à assumer des compromis qu'il n'est au demeurant plus guère possible de nouer. Face à la menace de démantèlement de pans entiers du service public et de la sécurité sociale, les querelles entre socialistes «rénovateurs» et «conservateurs» au sujet de la nouvelle gestion publique ou des libéralisations apparaissent désormais dérisoires. Moyennant un peu de courage, d'habileté et de créativité, la présidence du PSS pourrait désormais fédérer les énergies en surmontant ces vieux conflits. Cette conjonction de facteurs est favorable à une grande offensive.

Dès lors, soit la direction du PSS se sent la force de prendre les initiatives, soit elle laisse la place à des personnalités plus jeunes. Mais l'apathie actuelle n'est plus supportable. *177*